



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France,
sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par
la commune d'Amiens,
sur la modification n°17
du plan local d'urbanisme
d'Amiens (80)**

n°GARANCE 2024-7791

Avis conforme
rendu en application
du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 3 avril 2024, en présence de Hélène Foucher, Philippe Gratadour, Valérie Morel, Pierre Noualhaguet et Jean-Philippe Torterotot,

Vu la directive n  2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-33    R.104-38 ;

Vu le décret n  2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n  2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n  2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 2 mai 2023 portant cessation de fonction et nomination de membres de la mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la commune d'Amiens, le 12 février 2024, relatif à la modification n  17 du plan local d'urbanisme d'Amiens (80) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 16 février 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. La modification du PLU d'Amiens porte sur les règlements écrit et graphique, des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et des emplacements réservés (ER) concernant principalement :
 - le tracé des voies et îlots de l'OAP n° 20 (ZAC intercampus) et l'implantation des constructions ;
 - l'ajout d'une résidence gérée dans l'OAP n° 21 (ZAC de la gare) et la hauteur des constructions ;
 - la simplification de l'OAP n° 27 (CHU Nord) avec la suppression de création de voiries dans la partie est ;
 - la création des OAP n°36 (quartier Pierre Rollin) et n° 37 (rue Alexandre Dumas) dans le cadre de projets de renouvellement urbain ;
 - la modification du sous-zonage de certains secteurs U ;
 - l'agrandissement d'une zone Nh au détriment d'une zone U ;
 - la suppression de l'ER 48, déjà réalisé ;
 - la création de l'ER 50 en zone urbanisée pour la création d'un équipement lié au parc de la Hotoie et au zoo et de l'ER 51 pour la création des pistes cyclables ;
 - l'extension du périmètre de stationnement « centre-ville » ;
 - des évolutions mineures des dispositions générales du règlement : recours aux zones de rencontre, stationnement en centre-ville, modification de l'article 24-B relatif aux secteurs de taille de logements (STL), autorisation des ombrières photovoltaïques en zone UN, taille des extensions en zone UCb, règles concernant les clôtures en zone UB et UC ;
2. il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ;

Rend l'avis qui suit :

La modification n° 17 du plan local d'urbanisme d'Amiens n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis conforme, fait l'objet de modifications.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 3 avril 2024

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Son Président



Philippe GRATADOUR